



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service prévention des risques techniques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE modifiant et complétant les dispositions de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2011 relatives à la durée d'autorisation d'exploiter, la limitation du tonnage expédié par voie routière, le comité tri-annuel d'étude de la ressource de la carrière exploitée par la société LAFARGE GRANULATS SAS située aux lieux dits " Le Lampourdier ", " Les Sept Combes ", " Maubuisson Est ", Maubuisson Ouest " et " Auriac Est ", sur le territoire de la commune d'ORANGE (84)

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le Code de l'Environnement, notamment le titre Ier du livre V, et ses articles L.511-1, L.211-1, R. 181-45, R.181-46 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret n° 2012-1359 du 4 décembre 2012 relatif au poids total roulant autorisé des véhicules terrestres à moteur ;
- VU** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** le schéma régional des carrières de Vaucluse approuvé par arrêté du 13 mai 2024 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 4 mars 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2011248-0007 du 5 septembre 2011, autorisant la société Lafarge Granulats France SAS à exploiter une carrière, implantée lieux-dits " Le Lampourdier ", " Les Sept Combes ", " Maubuisson Est ", " Maubuisson Ouest " et " Auriac Est " sur le territoire de la commune d'Orange (84100), complété par les trois arrêtés du 18 avril 2016, du 11 juillet 2017 et du 26 septembre 2018 ;

- VU** l'arrêté préfectoral du 3 mars 2021 autorisant la société DELORME SAS à exploiter une carrière et les installations situées aux lieux dits « Le Lampourdier » et « Les Sept Combes » sur le territoire de la commune d'ORANGE ;
- VU** l'arrêté municipal n°112/2016 du 17 juin 2016 interdisant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes sur les voies communales n°139, n°140, n°141, n°142, n°143, n°144 à l'intérieur de l'agglomération de la commune de Chateauneuf du Pape ;
- VU** la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;
- VU** le dossier de demande d'autorisation présentée le 23 juillet 2010 par la société Lafarge Granulats Sud ;
- VU** le dossier de porter à connaissance daté du 4 mars 2024 et le dossier ATDX n°D_ATDx_2018_05_634 du 29/01/2024 associé, complété par la note ATDx du 8 novembre 2024 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 février 2025 ;
- VU** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 19 février 2025, dans le cadre de la procédure contradictoire ;
- VU** le courrier de l'exploitant du 5 mars 2025, par lequel il précise qu'il n'a pas d'observation sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis ;

CONSIDÉRANT que la société Lafarge Granulats SAS a déposé le porté à connaissance daté du 4 mars 2024 susvisé, relatif aux modifications des conditions d'exploitation de sa carrière, portant sur :

- l'augmentation de la capacité annuelle d'expédition par voie routière à hauteur de 285 000 tonnes ;
- la prolongation de 6 mois de l'autorisation d'exploiter ;
- la suppression des prescriptions de l'article 20 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2011, relatif au « comité de suivi tri-annuel d'étude de la ressource » ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de la capacité annuelle d'expédition par voie routière est motivée par l'augmentation de la charge utile des poids-lourds, autorisée par le décret susvisé du 4 décembre 2012 à compter du 1^{er} janvier 2013 ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de la capacité annuelle d'expédition par voie routière sollicitée ne conduira pas au dépassement du nombre de rotations de camions, pris en compte dans l'étude d'impact jointe au dossier de demande d'autorisation du 23 juillet 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT que, depuis la délivrance de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2011 susvisé, d'une part, des travaux d'amélioration de la voirie ont été réalisés à proximité de la carrière au niveau de la route départementale n°72 et, d'autre part, la traversée du village de Châteauneuf du Pape est désormais interdite pour les poids-lourds par arrêté municipal du 17 juin 2016 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation du tonnage expédié par voie routière permettra de répondre aux besoins locaux en matériaux ;

CONSIDÉRANT que le dossier de la société Lafarge Granulats apporte notamment des éléments de justification sur la zone de chalandise de la carrière, les distances parcourues par les matériaux extraits de la carrière, les modes de transports et les infrastructures utilisés, justifiant de la pertinence d'augmenter le tonnage évacué par voie routière ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation du tonnage expédié par voie routière est compatible avec les dispositions du schéma régional des carrières susvisé ;

CONSIDÉRANT que la société Delorme a obtenu l'autorisation, par arrêté préfectoral du 3 mars 2021 susvisé, d'extraire des granulats sur le secteur du « Lampourdier » jusqu'à la cote de 40 mNGF, à proximité de la zone exploitée par la société Lafarge Granulats ;

CONSIDÉRANT que la prolongation de 6 mois de l'autorisation d'exploiter du 5 septembre 2011 est liée au raccordement topographique à la côte 40mNGF des carreaux des carrières exploitées par les sociétés Lafarge Granulats et Delorme, à la suite de la délivrance de l'arrêté du 3 mars 2021 précité ;

CONSIDÉRANT que la prolongation de 6 mois précitée conduira à l'extraction d'un tonnage supplémentaire estimé à 468 000 tonnes, dans les mêmes conditions qu'actuellement ;

CONSIDÉRANT que les tonnages supplémentaires extraits ne nécessiteront aucune nouvelle opération de défrichement ;

CONSIDÉRANT que l'article 20 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2011 prévoit la tenue d'un comité de suivi tri-annuel d'étude de la ressource ;

CONSIDÉRANT que, depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2011, le schéma régional des carrières (SRC) pour la région PACA susvisé a été approuvé le 13 mai 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté d'approbation du SRC susvisé prévoit notamment que ce schéma doit :

- définir les conditions générales d'implantation des carrières dans la région PACA et orienter les modalités d'approvisionnement en matériaux de carrières pour les douze ans à venir, en application de l'article L.515-3 du code de l'environnement,
- prendre en compte les enjeux environnementaux, sociaux et économiques du territoire régional, identifiés dans le cadre des études préalables, de la concertation et des consultations ;

CONSIDÉRANT que le SRC prévoit une série de mesures qui rendent obsolète la tenue du comité de suivi tri-annuel d'étude de la ressource et viennent s'y substituer ;

CONSIDÉRANT que, par conséquent, les modifications, objets du porté à connaissance du 4 mars 2024, ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients " significatifs " pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ni à avoir d'incidences négatives notables sur l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46, ces modifications sont non substantielles et ainsi ne nécessitent pas le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation avec enquête publique ;

CONSIDÉRANT que, toutefois, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2011 susvisé doivent être modifiées et complétées pour prendre en compte l'impact de ces modifications sur ses dispositions et prescriptions ;

CONSIDÉRANT que, conformément aux dispositions de l'article R. 181-45, le Préfet peut, par arrêté complémentaire, imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié ;

APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - Champ d'application

La société LAFARGE GRANULATS SAS, ci-après nommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 14 boulevard Garibaldi Issy-les-Moulineaux (92130), est tenue, pour sa carrière, implantée aux lieux-dits « Le Lampourdier », « Les Sept Combes », « Maubuisson Est », « Maubuisson Ouest » et « Auriac Est », sur le territoire de la commune d'Orange (84100), de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

ARTICLE 2 - Modification de l'article 1.2 de l'arrêté du 5 septembre 2011

Les dispositions de l'article 1.2 « nature des installations » de l'arrêté du 5 septembre 2011 sont remplacées par les suivantes :

<i>Rubrique</i>	<i>Libellé de la rubrique (substances)</i>	<i>Quantité / volume</i>	<i>Régime *</i>
2510	Carrières (exploitation de) 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.	Capacité maximale de production : 800 000 tonnes/an dont au plus 285 000 tonnes/an par voie routière	A

<i>Rubrique</i>	<i>Libellé de la rubrique (substances)</i>	<i>Quantité / volume</i>	<i>Régime *</i>
2515-1-a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW.	1 500 kW	E
2517-2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ² .	8 270 m ²	D
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur ou égal à 100 m ³ .	65 m ³ /an	NC
2930	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant inférieure à 5 000 m ²	< 500 m ²	NC
4130-2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 tonne.	0,04 tonne	NC
4320	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 500 tonnes.	0,3 tonne	NC

<i>Rubrique</i>	<i>Libellé de la rubrique (substances)</i>	<i>Quantité / volume</i>	<i>Régime *</i>
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 tonnes.	0,05 tonne	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 tonnes.	3 tonnes	NC
4719	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 250 kg.	0,1 tonne	NC
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 tonnes.	0,1 tonne	NC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris); gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages : La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 tonnes au total.	8,5 tonnes	NC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du CE)** ou NC (Non Classé)

ARTICLE 3 - Modification de l'article 1.4 de l'arrêté du 5 septembre 2011

Les dispositions du second paragraphe de l'article 1.4 de l'arrêté du 5 septembre 2011 sont remplacées par les suivantes :

« L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 25 années et 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site ».

ARTICLE 4 - Modification de l'article 7.5 de l'arrêté du 5 septembre 2011

Les dispositions des deux premiers paragraphes de l'article 7.5 « Conduite de l'exploitation » de l'arrêté du 5 septembre 2011 sont remplacées par les suivantes :

« L'exploitation est conduite selon la méthode définie dans le dossier de demande d'autorisation, selon un phasage réparti sur 5 périodes de 5 ans chacune (5,5 ans pour la dernière phase) et selon les grandes lignes définies ci-après.

L'extraction est menée à ciel ouvert, la surface maximale mise en exploitation sera conforme au plan de phasage annexé à la demande, modifié par le dossier de porter à connaissance du 4 mars 2024 ».

ARTICLE 5 - Modification de l'article 8.1 de l'arrêté du 5 septembre 2011

Les dispositions du cinquième paragraphe de l'article 8.1 « principes de la remise en état » de l'arrêté du 5 septembre 2011 sont remplacées par les suivantes :

« En dehors des modalités particulières définies dans l'annexe relative aux garanties financières, la remise en état est conduite au fur et à mesure de l'avancement des travaux, suivant la méthode et le phasage définis dans le dossier de demande d'autorisation et ses pièces complémentaires, modifiés par les éléments contenus dans le porté à connaissance du 4 mars 2024 ».

ARTICLE 6 - Modification de l'article 15 de l'arrêté du 5 septembre 2011

Les dispositions du premier paragraphe de l'article 15 « transport de matériaux » de l'arrêté du 5 septembre 2011 sont remplacées par les suivantes :

« Au plus, 800 000 tonnes par an de granulats sont expédiées depuis la carrière, en cumulant les expéditions par voie fluviale et par voie routière. Les expéditions par voie fluviale sont privilégiées, afin de limiter autant que possible le trafic de camions.

En tout état de cause, le transport des matériaux est réalisé par camions en utilisant le réseau routier existant, au plus à hauteur de 285 000 tonnes par an. Le nombre maximum d'entrées/sorties de camions sur le site est limité à 40 par jour en moyenne annuelle.

Le revêtement du chemin d'accès à l'installation de traitement des matériaux est de type "bicouche" depuis la toute départementale 17. En cours d'exploitation, ce chemin est maintenu constamment en état et nettoyé de manière à éviter des entraînements de matériaux sur la voie publique.

Tous les véhicules contenant des éléments fins sont obligatoirement bâchés avant leur sortie de la carrière; des contrôles sont réalisés tous les jours par exploitant qui consignera tout manquement sur un registre tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 7 - Suppression de l'article 20 de l'arrêté du 5 septembre 2011

Les dispositions de l'article 20 de l'arrêté du 5 septembre 2011 sont supprimées.

ARTICLE 8 : Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr .

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

ARTICLE 9 - Publicité

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
3. Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 10 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Carpentras, le maire d'Orange, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le 3 avril 2025
Pour le Préfet,
La secrétaire générale
Signé : Sabine ROUSSELY